

Jérôme Maucourant  
Le 18 février 2024  
Document de travail  
Remarques bienvenues !

## Sur la *Grande Syrie* d'Antoun Saadé (Le mythe du XXI<sup>e</sup> siècle ?)<sup>1</sup>

Wissam Samia n'est pas seulement l'auteur de la thèse dont nous devons débattre aujourd'hui, il est aussi l'auteur d'un article stimulant qui annonce le présent travail et fut publié, en ce début d'année dans *Economic alternatives*, revue de science sociale éditée à Sofia (Bulgarie). Permettez-moi de traduire de l'anglais le début de son propos : « *S'agissant de la nation et du nationalisme, La mémoire collective de la société européenne a tendance à considérer ces sujets comme diaboliques* »<sup>2</sup>. C'est parfaitement exact. Toutefois, les problèmes et les incertitudes posées par la « construction européenne », et bien sûr, entre autres choses, le tonnerre du *Brexit*, ont depuis une bonne dizaine d'années convoqué à nouveau ce thème de la nation que l'on croyait désuet. Parce que les économistes, dont je suis, sont naturellement tournés vers une approche abstraite et individualiste qui tend à négliger *a priori* les nations, entités par nature collectives et renvoyant à des dimensions culturelles concrètes, c'est probablement dans cette profession que l'on trouvera le plus de personnalité réticente à traiter ce sujet. A l'exception majeure, il est vrai, de Jacques Sapir, dans un ouvrage remarqué il y a une dizaine d'années<sup>3</sup>.

En 2021, il n'est plus possible de nier le retour de la question nationale. Mais l'économiste est-il vraiment qualifié pour traiter de cette question ? La réponse est positive, car une nation implique une organisation institutionnelle qui est la nouvelle frontière des économistes depuis un demi-siècle. La thèse, toutefois, qui est présentée à notre attention aujourd'hui ne traite pas de la question nationale en tant que telle, mais d'une théorie de la nation élaborée par un intellectuel important, connu - malheureusement - pour l'essentiel au Proche-Orient, Antoun Saadé. Certes, il n'était pas économiste, mais la question des interactions sociales, du cadre institutionnel et la dynamique historique est tout à fait fondamentale chez cet auteur, toutes ces questions font donc partie de la nouvelle frontière que nous avons évoquée.

Il y a en fait urgence en Occident à prendre réellement au sérieux les pensées venues du Proche-Orient car, si celui-ci connaît un effondrement indiscutable, notamment en ce qui concerne l'Irak, le Liban et la Syrie, il faut bien comprendre que c'est dans le chaos actuel que se forge l'avenir. De grandes idéologies, comme l'arabisme et l'islamisme, sont en crise dans l'Orient arabe ou en Iran, certes ; mais, au milieu de ce désarroi, peuvent ressurgir certaines idées contrariées par l'histoire. A ce titre, le *pansyrianisme* de Saadé doit être réexaminé car il s'agit d'une idée laïque qui va à l'encontre des idéologies des systèmes ethno-confessionnels qui ont participé de la fragmentation et du chaos régional.

---

<sup>1</sup> Discours de soutenance pour le jury de la thèse de Wissam Samia, *Le leadership Institutionnel - Vers un leadership institutionnel dans l'organisation fondé sur la doctrine intellectuelle d'Antoun Saadeh*, écrit le 22 juin 2021. Je remercie Faouzia Garel-Mennouni, Bernard Drevon, Jacques Jedwab (1946-2022) et Akram Kachee de leur lecture de ce texte dont j'assume seul les limites et erreurs.

<sup>2</sup> « *The social European collective memory about nation and nationalism tends to consider these subjects as diabolic* » dans Wissam Samia, « Antoun Saadeh's Social-Nationalist Doctrine. Presenting and Reconstructing an Original Economic and Social Theory », *Economic Alternatives*, en ligne, 2020, 3, p. 492.

<sup>3</sup> Jacques Sapir, *Le nouveau XXI<sup>e</sup> siècle. Du siècle « américain » au retour des nations*, Seuil, 2008.

Comme il est de coutume dans ce genre d'exercice, j'évoquerai surtout un certain nombre de difficultés que pose ce travail. J'évoquerai tout d'abord la question de la nature du « nationalisme social syrien » et son rapport au totalitarisme, car elle est insuffisamment discutée par l'auteur. J'aborderai ensuite la question de la structure de l'argumentation, avant, enfin, de passer à quelques questions de détails ou de forme.

Berthold Brecht a fait dire « *Qui veut déjeuner avec le diable, il lui faut une longue cuiller !* ». Nous prendrons donc, cet après-midi, une très longue cuillère ... au moins pour commencer ! Il convient bien de rappeler que la réputation du parti créé par Saadé est sulfureuse. Pire encore que l'accusation d'être une d'organisation totalitaire, on l'a même assimilé à une sorte de *nazisme oriental*. La puissance mandataire traduisit, d'une façon erronée, le titre de ce parti en *Parti populaire syrien*, clin d'œil à la formation de Jacques Doriot, alors que *Parti Syrien National-Social* (PSNS) est évidemment une traduction, plus sérieuse ... Mais, l'accusation la plus grave vient d'un auteur marxiste, Gilbert Achcar<sup>4</sup> « *Le PSNS [...] est un clone levantin du parti nazi en tous points ou presque : idéologie politique, y compris l'hostilité aux Lumières, et une théorie géographique-raciale-nationaliste à prétention scientifique, structure organisationnelle, culte du chef* ».

Certes, il faut préciser qu'Achcar s'inscrit dans le cadre du marxisme et que les rapports entre le communisme libanais et le nationalisme syrien à la Saadé ont été très difficiles pendant longtemps. Le parti communiste libanais a même combattu la légalisation du PSNS voulue par le jeune Etat libanais en 1944<sup>5</sup>. En dehors du marxisme, Nicolas Dot-Pouillard a récemment souligné deux autres faits rapprochant la construction intellectuelle de Saadé d'une idéologie totalitaire. D'abord, la volonté de fonder une société sur des « *corporatismes professionnels* »<sup>6</sup> : (Wissam Samia reconnaît à cet égard l'opposition du fondateur du PSNS à la doctrine de la lutte des classes). Ensuite, Dot-Pouillard souligne, qu'à la différence des nationalistes arabes, la distinction entre juifs et sionistes « *n'est pas nette : jusqu'à aujourd'hui, certains opusculs militants du PSNS utilisent encore le terme antisémite de « juifs de l'intérieur » (Yahoud-al-dakhil) pour désigner ses ennemis politiques* »<sup>7</sup>. Faut-il en déduire comme ce chercheur, par ailleurs membre de la *Revue Orient XXI* (où figure François Burgat), que la « *vision nationaliste de Saadé n'est pas très loin du modèle fasciste* »<sup>8</sup> ?

Émettons à ce stade une hypothèse provisoire : assurément, les marxistes, ou certains chercheurs éprouvant une sympathie pour l'islam politique, ne feront pas de travail sur le contexte pour trancher la question de la nature totalitaire du pansyrianisme, tant elle semble évidente. Et la question de l'antisémitisme sera brandie facilement pour disqualifier cette idée, alors qu'elle est souvent occultée ou minimisée pour ce qui est d'autres mouvements politiques proche-orientaux.

Il faut approfondir la question de l'antisémitisme fréquemment liée au totalitarisme (pour des raisons précises). A cet égard, le travail de Wissam Samia présente une lacune importante : il fallait discuter *en détail* ce que dit la littérature occidentale *et* orientale à ce sujet : c'est là une question essentielle que celle du totalitarisme et de l'antisémitisme. Et d'autant que notre époque

---

<sup>4</sup>Gilbert Achcar, *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits*, Actes Sud, 2009, p. 127 et 128, cité par Franck Mermier, « À l'ombre du leader disparu : Antoun Saadé et le Parti syrien national social », dans Franck Mermier dir., *Leaders et partisans au Liban*, Karthala, 2012, p. 194.

<sup>5</sup> Franck Mermier, *op. cit.*, p. 199.

<sup>6</sup> Nicolas Dot-Pouillard, « Sur les frontières : le Parti syrien national sociale entre idéologie unitaire et Etats-Nations », pp. 209-226, dans Anna Bozzo, Pierre-Jean Luizard (dir.), *Vers un nouveau Moyen-Orient ? Etats arabes en crise entre logiques de division et sociétés civiles*, Rome, Roma Tre-Press, 2016, p. 214.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Nicolas Dot-Pouillard, *op. cit.*, p. 214.

connaît des tendances au retour de ces graves pathologies du politique. En Occident, l'antisémitisme, dans sa version exterminatrice, est profondément liée à la crise de la modernité. Le problème peut être formulé ainsi : des sociétés en profond bouleversement depuis la Révolution industrielle, il demeure fondamental pour les éléments de l'*Ancienne Société* en voie de déchéance d'assigner à certains, les « intrus » émancipés par la modernité, une place dont ils ne pourraient sortir. En période de crise, il est bien aussi clair que les éléments de la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie, éprouvant semblable angoisse de déclassement, sont prêts à trahir les promesses de la *Nouvelle Société*, dont ils sont pourtant issus, pour mieux éteindre l'angoisse de la perte éventuelle de leur statut<sup>9</sup>. L'obsession antisémite ou la haine des francs-maçons est donc fondamentalement liée à l'émergence d'une société fluide où la richesse devient de plus en plus mobilière, où plus rien est assuré, dans ce passage d'une société du *statut* au *contrat*.

À stade, nous voulons formuler un problème : dans la présentation des éléments constitutifs de la *Grande Syrie*, Araméens, Arabes et « Cananéens » sont évoqués, mais non pas les Phéniciens, en tant que tels, pas plus que les Hébreux ou les Juifs *etc.*<sup>10</sup> ... Nous ne discuterons pas ici ce que Saadé ne pouvait pas vraiment savoir : on ne parle plus de « Cananéens » dans la science archéologique moderne (on évoque les populations de l'âge de bronze de l'endroit). Quant au monde phénicien, il est reconnu par la science contemporaine et émerge des grands bouleversements du XIIe siècle avant notre ère qui ont affecté la Méditerranée orientale. Ce monde n'est pas, par ailleurs, un simple prolongement méditerranéen des civilisations syro-mésopotamiennes. Enfin, compte tenu de leur contribution à la civilisation du Proche-Orient, l'exclusion des Juifs n'est rien moins qu'extravagante et symptomatique.

Voici donc une hypothèse : à la différence d'un *antisémitisme essentiel*, celui des hitlériens, entre autres, ne peut-on pas dire que les éléments d'antisémitisme de la doctrine du Saadé ne relèvent pas d'un *antisémitisme contingent*, fruit (regrettable et intolérable, évidemment) de la poussée sioniste de la fin du XIXe siècle. Il faut bien comprendre que pour les Proche-Orientaux, voyant les sionistes présenter leur projet comme celui de l'*État des Juifs* (titre de l'ouvrage de Theodor Herzl), les confusions entre judaïsme et sionisme - pensé comme *judaïsme politique* - devenaient possibles. Dès lors, il est possible de penser que l'antisémitisme pourrait disparaître si les données géopolitiques changent ; il n'en va pas bien sûr de même de l'antisémitisme propre à l'islam politique, qui est bien sûr un autre *antisémitisme essentiel* car fondé théologiquement.

À l'appui de cette hypothèse, on pourrait penser l'origine chrétienne de Saadé a joué rôle déterminant dans l'émergence de cette exclusion des Juifs. Les minorités chrétiennes d'Orient avaient une position d'importance dans la société ottomane finissante et savaient très bien que l'Occident pouvait être tenté de résoudre la « question juive » (qui est en réalité la question de l'antisémitisme européen) à leurs dépens<sup>11</sup>. Et il y a donc une très grande différence entre la peur hitlérienne des Juifs, peur tenant à la corruption fantasmée de la société par l'intérieur, et un sentiment de rivalité politique classique, issu d'une crainte d'un affrontement de nations pour le contrôle d'un territoire disputé. En dépit de confusions pour le moins regrettables, nous ne sommes pas ici dans le théologico-politique, où il ne peut exister que la disparition ou la soumission de l'autre, mais bien dans la politique où le compromis reste possible.

<sup>9</sup> Voir Jeanne Favret-Saada, en collaboration avec Josée Contreras, *Le Christianisme et ses juifs (1800-2000)*, Seuil, 2004.

<sup>10</sup> Wissam Samia, *Le leadership Institutionnel - Vers un leadership institutionnel dans l'organisation fondé sur la doctrine intellectuelle d'Antoun Saadeh*, texte pour l'obtenir du grade de Docteur de l'Université de Picardie Jules Verne, p. 59. Notons d'ailleurs que l'inclusion des Hittites, dans la présence est plutôt marginale dans la *Grande Syrie*, renforce le sentiment d'embarras ... Selon Franck Mermier, « À l'ombre du leader disparu : Antoun Saadé et le Parti syrien national social », *op. cit.*, p. 206 : « Il (Antoun Saadé) inventa une nouvelle interprétation de l'islam unissant chrétiens et musulmans (mais excluant les juifs, inassimilables, selon lui, dans la nation syrienne) ».

<sup>11</sup> Fait mis en évidence par Henry Laurens, *La question de la Palestine, T. 1 – L'invention de la Terre sainte*, Fayard, 1999.

Les craintes existentielles évoquées évidemment ne sont donc pas réservées au cercle de Saadé : le fondateur de la théorie de la « république marchande » du Liban moderne, Michel Chiha, à l'opposé politique d'un Saadé, écrit le 11 mai 1948 : « *Quant à nous, Libanais, il faut que nous nous souvenions que cette puissance naît à notre frontière, et que nous sommes un petit pays et que, pour les Juifs, nous pressant au Sud, et dont l'immigration est innombrable, nous pourrions être, désormais, une terre promise* »<sup>12</sup> (souligné par l'auteur). Un homme politique libéral et pro-occidental, Camille Chamoun, déclare également :

« *Avec une brutalité sans nom, les Juifs répétèrent contre leurs ennemis les actes de atrocités dont ils avaient eux-mêmes souffert sous l'Allemagne hitlérienne. Des massacres de vieillards, de femmes et d'enfants furent ignominieusement perpétrés. Privées d'armes et d'appui, abandonnées par les Nations Unies qui, par ailleurs s'étaient montrées si humaines à l'endroit des réfugiés juifs, les populations arabes gagnèrent en masse les pays voisins où, depuis 1948, ils vivent de la charité internationale, dans un état de lamentables misère. Tel fut le dernier épisode d'une des plus cruelles tragédies de ce siècle et dont les Nations Unies, les grandes puissances et les pays arabes, demeureront aux yeux de l'histoire les premiers responsables* »<sup>13</sup>.

C'est ce contexte qu'il faut ramener la doctrine de Saadé et ses dérives. C'est pourquoi, à la différence d'Achcar ou de Dot-Pouillard, des historiens ou politologues très reconnus ne mettent pas en avant les traits contingents ou équivoques – fasciste et antisémite – de l'idéologie de la *Grande Syrie*. C'est d'ailleurs, à propos d'un livre sur les mémoires de la femme de Saadé, Juliette Saadé, que Georges Corm insiste sur l'importance de sortir des débats passionnels nés avec la Syrie contemporaine<sup>14</sup>. Corm, dans un autre livre, évoque d'ailleurs, bien sûr, l'accusation de fascisme proférée à l'encontre de Saadé, sans la retenir vraiment : il insiste sur le fait que le PSNS a été un « *creuset nationaliste et laïc important* », et, qu'en son sein ont existé de « *jeunes personnalités à la recherche d'un nationalisme mieux centré géographiquement et culturellement et dénonçant sans ménagement le sectarisme communautaire, particulièrement prégnant au Liban* »<sup>15</sup>. Il n'est sans doute pas inutile d'évoquer l'historien Ahmad Beydoun à propos des Grecs-Orthodoxes du Liban : « *L'impossibilité d'avoir un Etat bien à eux orientent leurs préférences vers l'État par excellence, à savoir l'État laïc et national. Aussi est-ce de leur rang qu'en sorti Saadé, le plus grand théoricien du nationalisme auquel cette région du monde ait donné naissance et que Michel Aflak, autre grec-orthodoxe, mais syrien, ne fit qu'« adapter » à l'échelle panarabe* »<sup>16</sup>.

Il conviendrait de discuter plus loin que ne le fait l'auteur le rapport de la doctrine de l'idée totalitaire. Certes, Wissam Samia réfute n l'idée selon laquelle Saadé fonderait sa vision de la nation sur un déterminisme racial, comme le prétend Achcar. La *Genèse des nations* de Saadé repose sur des déterminations géographiques : ce seraient les interactions à l'échelle individuelle et collectives qui, dans un espace donné, font l'histoire et déterminent les cultures. Il ne cesse d'insister sur les nombreux peuples qui ont constitué la *Grande Syrie*. Wissam Samia cite ainsi avec pertinence le livre de Gil Delannoi qui montre d'ailleurs que le nazisme n'est pas un nationalisme

<sup>12</sup> Michel Chiha, *Palestine*, Fondation Chiha, Beyrouth, 1994, p. 98.

<sup>13</sup> Camille Chamoun, *Crise au Moyen-Orient*, Gallimard, 1963, pp. 230-231. Quand Chamoun met en cause les « gouvernements arabes », il les accuse précisément d'avoir manqué de « compétence », de « courage » et d'impréparation politique. Il accuse par ailleurs le « fameux Lord Balfour » d'avoir commis « la plus grande injustice des temps modernes en ignorant l'existence d'un élément arabe important en Palestine » (*ibid.*, pp. 136-137).

<sup>14</sup> Régina Sneifer, *Une femme dans la tourmente de la Grande Syrie (d'après les mémoires de Juliette Antoun Saadé)*, préface par Georges Corm, Riveneuve, 2019.

<sup>15</sup> Georges Corm, *Pensée et politique dans le monde arabe—contexte historique et problématique (19<sup>e</sup> -21<sup>e</sup> siècle)*, La découverte 2016.

<sup>16</sup> Ahmad Beydoun, *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporain*, Publication de l'Université libanaise, Beyrouth, 1984, p. 581.

mais un *impérial-racisme*<sup>17</sup>. Il est vrai qu'une certaine tradition marxiste et libérale a beaucoup de mal à penser la nation : cela n'autorise pas, pour autant, les lectures superficielles et pleines de préjugés les auteurs qui prennent au sérieux l'idée de nation ou de patrie.

Evidemment, il est une autre face du phénomène totalitaire que le rapport à la question raciale, c'est le rapport du totalitarisme à la démocratie. Si l'on peut se féliciter que l'auteur de la thèse cite la contribution de Karl Polanyi sur sa conception de l'*économie substantive* et du nazisme comme *fascisme radical*, il aurait été pour le moins souhaitable que d'autres contributions de ce penseur soit mises en avant : Polanyi a tout de même publié un essai important en 1935, « L'essence du fascisme »<sup>18</sup>. Nous aurions eu ainsi un débat intéressant pour interpréter l'œuvre du fondateur du PSNS.

Saadé s'oppose d'ailleurs explicitement aux conceptions fasciste et libérale et ne semble pas loin de la critique marxiste opposant à la *démocratie formelle* la *démocratie réelle* : la référence à la démocratie apparaît positivement<sup>19</sup>. L'État national a pour vocation de liquider les privilèges sociaux de toutes espèces, conservant tout de même la propriété privée à condition qu'elle serve le bien commun<sup>20</sup>. La nation, en dernière instance, reste souveraine des ressources et il y a *in fine* une distinction entre propriété et souveraineté qui, même si elle embarrasse quelque peu l'auteur de la thèse, ne fait absolument pas un problème selon moi<sup>21</sup>. En réalité, ce genre de choses étaient assez courant dans les années 1930 ; le célèbre Rudolf Steiner imaginait que l'entrepreneur aurait loué le capital appartenant à la collectivité<sup>22</sup>. On ne peut, par avance, qualifier de totalitaire toute démarche de « troisième voie » entre capitalisme et communisme !

Le différend fondamental avec le marxisme porte sur l'éviction de la lutte de classe : le « fractionnement » de la société affaiblirait la nation, selon Saadé, notamment dans la perspective de son émancipation<sup>23</sup>. C'est pourquoi il y a une critique du syndicalisme et du capitalisme engendrant des visions trop étroites<sup>24</sup> ; d'où l'idée du « corporatisme professionnel »<sup>25</sup>, chose classique avant la Seconde Guerre mondiale. Dommage donc que l'auteur de la thèse ne développe pas la question corporative selon le fondateur du PSNS ... D'ailleurs, en lieu et place de l'*égalité réelle* du marxisme, ce parti promeut un idéal de fraternité et de liberté. La liberté collective est ici indissolublement liée à la liberté individuelle, tout cela étant *condition sine qua non* du progrès selon Saadé<sup>26</sup>.

---

<sup>17</sup> Gil Delannoi, *La nation contre le nationalisme – Ou la résistance des nations*, PUF, 2018, pp. 112. Voir à cet égard Saadé cité par Wissam Samia, *op. cit.*, p. 54 contre la doctrine raciale de la nation.

<sup>18</sup> Voir pp. 369-395 de Michele Cangiani, Jérôme Maucourant dir., *Essais de Karl Polanyi*, Seuil, 2008.

<sup>19</sup> Wissam Samia, *op. cit.*, p. 69.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 78.

<sup>22</sup> Karl Polanyi, « L'économie selon Rudolf Steiner » pp. 403-405 dans Michele Cangiani et Jérôme Maucourant dir., *op. cit.*

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>25</sup> Nicolas Dot-Pouillard, *op. cit.*, 214 : « À l'origine, la vision nationaliste de Saadé n'est pas non plus très éloignée du modèle fasciste, au moins en ce qui concerne une société fondée sur les « corporatismes » professionnels. Si l'adjectif social est revendiqué, le PSNS refuse la lutte de classe, et se veut, à ses débuts, un anticommunisme ».

<sup>26</sup> Wissam Samia, *op. cit.*, p. 71.

A ce point, la question se pose légitimement : le projet du *nationalisme social syrien* reflète-t-il l'esprit du totalitarisme européen de la même période ? En réalité, sans être forcément totalitaire, nombreuses furent alors les pistes de recherche en termes de « troisième voie », de « réconciliation du capital et travail » *etc.* On ne dira pas du gaullisme qu'il était « fasciste » parce qu'il tentait semblable perspective grâce à l'idéal de la « participation », dont le grand antifasciste André Malraux fut un héraut<sup>27</sup>. Il nous faut bien, on le voit, *encore et toujours*, préciser les conditions d'élaboration des idées.

Ainsi, le fascisme surgit de l'impasse dans lequel se trouvait, dans les années 1930, la *société de marché* qui s'est développée au XIXe siècle<sup>28</sup>. Ce qui caractérise cette société, c'est la division institutionnelle entre économie et politique. En réalité, sous le régime de l'État libéral, cette division est même une séparation, comme l'atteste le principe de l'étalon-or. Tant que la régulation du système économique était possible grâce à la dévalorisation du travail durant les périodes de crise, la reproduction du système était possible. Mais, dès que le principe de la démocratie a investi la politique, la simple contradiction entre politique et économie vire à l'antagonisme. Or, une société hautement développée ne peut fonctionner dans un tel schéma dysfonctionnel. Le fascisme vise à liquider la contradiction entre économie (capitaliste) et démocratie (politique) par la suppression de la démocratie : il s'agit d'établir alors le règne d'un nouveau « féodalisme industriel ». Il est ainsi malheureux que beaucoup de spécialistes contemporains fassent une lecture exclusivement psychologique ou politique du fascisme, oubliant ce fait qu'il est issu des contradictions mêmes de la société de marché.

De ce point de vue, il faut faire très attention à la légitimité de transposer brutalement la mécanique d'émergence et de perpétuation du fascisme en dehors du cœur du système capitaliste. Certes, il est évident que, dans ce monde qui connaît alors une première mondialisation, il existe des mimétismes, l'Europe étant une matrice. Si l'on considère les pays périphériques, comme le Liban par exemple, on verra que des mouvements tout à fait opposés comme les Phalanges (*Kataëb*) de Pierre Gemayel ou les nationalistes syriens peuvent partager certaines références (plus ou moins assumées !) au folklore totalitaire européen, alors qu'il s'agit *essentiellement* d'autre chose.

Il faut ainsi comprendre que la crise profonde du capitalisme occidental était une crise de la pensée modernisatrice, ce qui au Proche-Orient, correspond en réalité à une double crise : comment penser la modernisation des sociétés périphériques pour en finir avec leur sujétion, alors que la modernité est elle-même en crise ? Sans prendre conscience de ce problème particulier, on se condamne à être parfois prisonnier des effets de surface du discours politique proche-oriental. Pour être plus précis, mettons en évidence de le fait suivant : le nationalisme de ces régions périphériques du monde capitaliste ne fait qu'exprimer un désir d'existence des peuples, une affirmation qui implique de construire la nation comme cadre de la vie sociale et politique. Et c'est la constitution de ce cadre qui rend possible à la fois une économie prospère et la démocratie elle-même. Or, il n'y a pas de démocratie qui ne soit pas nationale et, comme Gilles Delannoï l'a encore montré, les formes politiques possibles ne sont pas infinies : il est clair que ni l'empire, ni la tribu ne peuvent accueillir la forme démocratique. On fera une exception pour la cité-État ...

Plus encore, il n'y a pas d'économie prospère qui soit l'objet des mécanismes prédateurs exercée par d'autres nations, des empires ou des réseaux du capitalisme mondial ; il n'y a pas en fait d'« économie mondialisée » mais un système d'économie *transnationale*<sup>29</sup> qui dépasse et

<sup>27</sup> Alexandre Duval-Stalla, « En 68, le seul révolutionnaire, c'était de Gaulle », *Le Figaro*, le 29 mai 2008, en ligne.

<sup>28</sup> Jérôme Maucourant, « La démocratie est-elle une superstructure du capitalisme ? Un regard de Karl Polanyi sur le marxisme », *Revue du Maus permanente*, 13 mars 2010, en ligne.

<sup>29</sup> René Sandretto, *Le pouvoir et la monnaie - réflexions sur la crise et le devenir du système monétaire international*, préface de François Perroux, Economica, 1999.

traverse les nations, ce qui n'empêche pas certaines d'être dominantes. Pensons aussi au seigneurage international exercée par le dollar américain. Monnaie utilisée mondialement à partir d'intérêts qui lui sont propres, les États-Unis ne subissent pas ce fléau habituel pour la croissance qu'est la « contrainte extérieure ». C'est pourquoi toutes les affirmations nationalistes propres cette région du monde doivent être remises dans un contexte particulier qui n'est pas celui de la crise d'un capitalisme avancé : il s'agit, dans le cas proche-oriental, de construire un cadre permettant l'émancipation individuelle et collective ainsi qu'une mythologie galvanisante. Ainsi, la forme militaire de l'organisation, les principes de centralisme et le culte de la personnalité doivent être remis dans ce contexte révolutionnaire.

Toutefois, plusieurs décennies après les indépendances, un bilan sans concession doit être tiré de l'efficacité de ses formes. Pour une raison assez simple : quels que soient leurs défauts, des cadres politiques ont été créés, des coalitions d'intérêts unifiant des forces locales se sont constituées dans cette région du monde (Irak, Liban et Syrie) et l'on ne peut pas impunément, comme la crise syrienne l'a montré, faire appel à la violence, l'ingérence étrangère et au fanatisme pour renverser les régimes en place<sup>30</sup>. Après tant de décennies d'« état de violence »<sup>31</sup>, il est absolument nécessaire de penser le sens du recours à la force et la place de la démocratie dans la constitution des nouveaux ordres sociaux dans le Proche-Orient de ce siècle.

### Conclusion

Si j'ai fait référence plus haut à des jugements uniformément négatifs venant de la mouvance marxiste concernant Saadé et PSNS, il y a une opinion issue du marxisme mais beaucoup plus nuancée s'agissant de ce sujet : la contribution de Samir Kassir<sup>32</sup>. Fondateur de la *Gauche démocratique* après avoir été membre du Parti communiste libanais, il fut assassiné en 2005. Dans un livre issu de sa thèse de doctorat, il y a un passage intéressant pour notre sujet. Son propos était de montrer que les nationalismes du Proche-Orient viraient de plus en plus à gauche, cependant que la mouvance marxiste insistait de plus en plus sur la question nationale dans le sillage de la lutte pour la libération de la Palestine. Le PSNS n'échappait nullement à ce virage à gauche de la fin des années 1960 et s'imprégnait même du nationalisme arabe, d'où une scission en 1973 Selon Kassir : « Mais, depuis sa création, dans les années 30, tout le situait à la droite de l'échiquier politique : son idéologie et sa structuration quasi fasciste »<sup>33</sup>. Toutefois, « ce parti laïque avait toujours représenté une force de contestation du système et, à ce titre, attiré beaucoup d'intellectuels réfractaires aux structures confessionnelles qui, après l'avoir quitté, devinrent souvent des figures éclairées de l'establishment comme Joumblatt lui-même ou Ghassan Tuéni »<sup>34</sup>.

Ces remarques de Kassir nous permettent de revenir sur les équivoques de ce parti : prisonnier de tendances totalitaires propres à la crise de la modernité des années 1930, prisonnier aussi de mimétismes européens et d'inclinations autoritaires issus des sociétés traditionnelles, il vise néanmoins à la promotion du statut de la femme et, bien sûr, à la libération nationale comme condition indispensable d'accès à la modernité. Voici l'alliage instable qu'est le legs de Saadé. Le temps est venu de réexaminer cet héritage à la lumière des exigences de la démocratie car, et

---

<sup>30</sup> Akram Kachee, « L'opposition syrienne : de l'incohérence au désastre », 24 décembre 2016, *Chaos international*, en ligne. Sur cette même question, Gebran Bassil, politique libanais qui fait partie de la coalition du « 8 mars » (avec le Hezbollah, le PSNS, etc.), a pourtant dénoncé les slogans des nationalistes-sociaux syriens comme « *résurgence du discours de la guerre* » et « *retour aux comportements miliciens* » (*L'Orient-Le Jour*, « « Ton tour viendra, Samir » : une parade du PSNS provoque la colère des FL qui dénoncent un appel au meurtre », le 23 mai 2021).

<sup>31</sup> Hamit Bozarslan, *Révolution et état de violence - Moyen-Orient (2011-2015)*, Cnrs éditions, 2015.

<sup>32</sup> <https://www.samirkassirfoundation.org/en/Samir-Kassirs-Biography>

<sup>33</sup> Samir Kassir, *La guerre du Liban – de la dissension nationale au conflit régional*, Kathala-Cermoc, Beyrouth, 1994, p. 87.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 86.

même s'il fallait user d'un critère utilitariste, la violence politique et la dictature prétendument « éclairée » n'ont rien créé de favorable au Proche-Orient. Il s'est développé des régimes d'État patrimoniaux associés à des « capitalismes politiques » en lieu et place du socialisme, de la démocratie ou d'une économie efficace. Par exemple, même s'il ne s'agit pas ici de nier l'importance et les conséquences terrifiantes des ingérences extérieures en Syrie, mais bien de constater que ces ingérences se sont développées suite à l'échec du nouveau modèle économique développé depuis 20 ans<sup>35</sup>.

Il est donc vraiment dommage que l'auteur de cette thèse n'ait pas osé un *droit d'inventaire* : toute pensée peut et doit en passer par là si l'on veut qu'elle dure. La pensée laïque et nationale est, à n'en pas douter, un impératif de la résurrection de cette partie du monde, ce qui peut ne se penser que dans le cadre d'une autonomie politique par rapport aux puissances, que celles-ci soient mondiales ou régionales, puissances qui n'ont que trop souvent confisqué le destin des peuples proche-orientaux. Mais seul un *nationalisme positif*<sup>36</sup>, celui qui est à même de construire à la démocratie et s'en nourrissant, peut constituer le vecteur d'un tel projet d'émancipation de long terme.

Résumons-nous<sup>37</sup> : Saadé militait pour une grande nation syrienne débarrassée de toute référence ethnique ou confessionnelle, défendant un nationalisme géographique, basé sur l'idée d'une commune appartenance à une civilisation méditerranéenne. Suivant une démarche évolutionniste, il accordait à la géographie (le milieu naturel) un rôle majeur dans le façonnement des sociétés humaines (leurs institutions politiques, économiques et sociale). Par-delà ses limites, il faut lui reconnaître le mérite d'avoir défendu l'idée de laïcité au Proche-Orient où le confessionnalisme et le tribalisme furent savamment entretenus par les différents empires et prolongés par les puissances mandataires au XXe siècle. Son concept de nation fait de lui un institutionnaliste en accordant à l'environnement un rôle majeur dans le façonnement des comportements des individus (leur culture, leur mode de vie et leurs croyances).

Pour cela, Saadé doit être traduit en français et discuté de façon approfondie : Wissam Samia pourrait en faire un excellent livre. Certes, il faudrait y discuter les équivoques et dérives d'une pensée, y identifier avec précisions les éléments ou tendances totalitaires qui travaillent l'œuvre, ceci ne pouvant être dissocié des malheurs du temps. Au total, le plus important, c'est sans doute ce que le poète Adonis<sup>38</sup> a pu dire. Son passage dans ce parti, dit-il, l'a libéré des entraves familiales, religieuses et tribales : il ne l'a quitté que quand sa pratique contredisait sa théorie, au début des années 1960.

Ce jugement d'Adonis nous servira d'ultime conclusion.

---

<sup>35</sup> Akram Kachee et Jérôme Maucourant, « La Syrie entre révolutions et ingérences », *Astérian* [En ligne], 14 | 2016.

<sup>36</sup> Que voulait promouvoir un ancien ministre de Clinton : Robert Reich, *L'économie mondialisée*, Dunod, 1993.

<sup>37</sup> Je tiens te remercier ici beaucoup Faouzia Garel-Mennouni qui m'a beaucoup inspiré pour ce passage de mon intervention.

<sup>38</sup> [https://www.youtube.com/watch?v=dJGc8oKr1\\_A](https://www.youtube.com/watch?v=dJGc8oKr1_A) et <https://www.aljaml.com/node/55900>